

Brochure n° 3137

**Convention collective nationale**

**IDCC : 614. – INDUSTRIES DE LA SÉRIGRAPHIE  
ET DES PROCÉDÉS D'IMPRESSION NUMÉRIQUE CONNEXES**

**ACCORD DU 28 JUIN 2011**

**RELATIF À LA COMMISSION DE VALIDATION DES ACCORDS**

NOR : ASET1250161M

IDCC : 614

Il est créé, sous l'égide de la commission paritaire nationale des industries de la sérigraphie et des procédés numériques connexes, une commission de validation des accords collectifs conclus par les représentants élus au comité d'entreprise ou les délégués du personnel. Cette commission fonctionne selon les principes suivants.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rôle de la commission de validation*

La commission contrôle que l'accord collectif d'entreprise n'enfreint pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables. En particulier, la commission contrôle notamment que les dispositions de la convention collective nationale des industries de la sérigraphie et des procédés numériques connexes ont bien été respectées.

La commission, dans son rôle de validation, ne peut en aucun cas ni apprécier l'opportunité, ni modifier le contenu des accords qui lui sont soumis.

**Article 2**

*Saisine de la commission*

La partie signataire de l'accord la plus diligente envoie par lettre recommandée avec accusé de réception au secrétariat de la commission :

- un exemplaire original papier de l'accord soumis à validation et un exemplaire en version numérique ;
- une copie de l'information préalable, prévue par l'article L. 2232-21 du code du travail, adressée par l'employeur à chacune des organisations syndicales représentatives des salariés de la branche sur sa décision d'engager des négociations collectives ;
- un document indiquant, à la date de signature de l'accord, l'effectif de l'entreprise calculé selon les règles fixées par l'article L. 1111-2 du code du travail ;
- le double du formulaire Cerfa de procès-verbal des dernières élections des représentants du personnel ayant conclu l'accord ;
- les nom et adresse de l'entreprise, la nature de l'instance représentative au sein de laquelle l'accord a été signé et le nom des élus de cette instance ayant signé l'accord ;
- les procès-verbaux des réunions des représentants du personnel portant sur la négociation de l'accord d'entreprise soumis à la commission de validation ;

- une attestation de l'employeur certifiant l'absence de délégué syndical dans l'entreprise à la date de signature de l'accord.

A réception du dossier le secrétariat s'assure que celui-ci est complet. A défaut, celui-ci adressera à la partie la plus diligente un courrier indiquant les pièces manquantes en lui demandant de les lui faire parvenir dans un délai de 1 semaine.

Tout dossier incomplet ne pourra pas être examiné par la commission. En conséquence, le délai de 4 mois mentionné à l'article 5 ne commencera à courir qu'à réception d'un dossier complet.

### **Article 3**

#### *Organisation et fonctionnement de la commission*

##### **3.1. Composition**

La commission de validation est composée de deux collèges, chaque collège étant constitué selon les modalités suivantes :

- pour le collège salariés : un représentant de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche ;
- pour le collège employeurs : d'un nombre égal de représentants du GPSF.

La commission ne peut fonctionner valablement qu'avec un nombre total minimum de six représentants.

##### **3.2. Présidence**

Les réunions de la commission sont présidées alternativement tous les 2 ans par un représentant salarié ou employeur.

##### **3.3. Secrétariat**

La commission est domiciliée au siège de la commission paritaire nationale. La commission paritaire nationale en assure le secrétariat.

Les missions du secrétariat consistent à :

- assurer la réception de tous les documents entrant dans son champ d'intervention et de compétence et la transmission de ses documents à l'ensemble des organisations faisant partie de cette commission ;
- convoquer les réunions dans les meilleurs délais ;
- établir les procès-verbaux de validation, de non validation ou d'irrecevabilité des accords transmis ;
- notifier les décisions de la commission ;
- d'une manière générale, assurer le bon fonctionnement administratif dans le cadre du présent accord.

### **Article 4**

#### *Périodicité des réunions*

La commission devra obligatoirement être réunie, dans un délai maximum de 3 mois, dès qu'un accord lui a été transmis de manière complète.

### **Article 5**

#### *Décision de la commission*

Après examen de chaque accord soumis à validation, la commission paritaire rend, dans les 4 mois de la réception de la demande :

- soit une décision d'irrecevabilité de la demande dans l'hypothèse où l'accord n'entre pas dans son champ de compétence ou que les conditions de sa saisine énumérées précédemment à l'article 2 ne sont pas satisfaites ;

- soit une décision de validation ;
- soit une décision de rejet.

La décision prise est validée si elle a obtenu la majorité des votes des membres, présents ou dûment représentés, au sein de chaque collège.

En cas de désaccord, il est procédé à un deuxième vote selon les mêmes modalités. Si la majorité au sein de chaque collège n'est pas obtenue suite à ce deuxième vote, la commission rend une décision de rejet.

Quand la commission, régulièrement convoquée, n'a pas rendu de décision dans un délai de 4 mois à compter de la réception de la demande de validation sur la base d'un dossier complet, l'accord est réputé validé.

Les votes ont lieu à mains levées.

Les décisions de la commission sont consignées dans un procès-verbal transmis à l'ensemble des membres de la commission ainsi qu'aux parties.

## **Article 6**

### *Dépôt auprès de l'administration des accords validés par la commission*

Afin d'entrer en vigueur, et en application de l'article L. 2232-28 du code du travail, l'accord collectif validé par la commission doit être déposé par l'employeur auprès de l'autorité administrative compétente, accompagné de l'extrait de procès-verbal de validation de la commission ou de la lettre de saisine en cas d'absence de décision dans le délai de 4 mois.

## **Article 7**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord rentrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 28 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

GPSE.

### **Syndicats de salariés :**

FILPAC CGT ;

F3C CFDT ;

CFTC ;

IP CFE-CGC.